

AIN-TEMOUCHENT / OPGI

Devant leur refus de payer le loyer,
140 locataires devant la justice

L'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI) de la wilaya de Aïn-Témouchent a relevé un montant de 113 millions de dinars de manque à gagner relatifs au non-paiement de loyers par des locataires et autres organismes implantés à travers tout le territoire de la wilaya. 100 millions de dinars auprès des personnes et 13 millions de DA auprès des entreprises et administrations dont les locaux sont gérés par l'OPGI. Devant le refus de payer leur loyer, l'Office a poursuivi en justice 140 personnes, 88 affaires ont été tranchées en faveur de l'OPGI. Les locataires ont été sommés de payer un montant de 5 millions de dinars, 35 autres affaires sont dans l'attente d'une décision de justice dans les jours à venir, tandis que les 17 affaires restantes et pour lesquelles le montant du litige est de 80 millions de centimes, sont encore en étude. Selon les responsables de l'OPGI, les bénéficiaires de logements partici-



patifs ou locataires ne peuvent pas payer le loyer en raison de leur situation sociale défavorable (chômeurs, retraités, etc.).

De même pour les 700 locataires dont les logements ont été démolis dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire et qui ont bénéficié de logements à la Nouvelle Ville : refus de payer. Huit contrats de location ont été résiliés par décision de justice

après que les bénéficiaires eurent vendu ou loué leurs logements à des tiers Pour 46 autres cas similaires, l'Office

attend que la justice tranche (résilier le contrat). Il est à noter que l'Office de promotion et de gestion immobilières de la wilaya de Aïn-Témouchent gère un parc immobilier de 11 867 unités. Ces dernières années, il a procédé à la vente aux locataires de 9 587 logements dont 7 122 ont été payés, tandis que 2 465 unités ne le sont pas encore.

L'objectif de l'OPGI pour l'année en cours est d'assainir toutes les situations en suspens, en commençant par collecter les créances de tous les logements localisés pour assurer une bonne gestion du parc immobilier de l'office.

S. B.

SAIDA/SUICIDE A AIN-SULTAN

Un jeune homme de 29 ans
retrouvé pendu chez lui

La commune de Aïn-Sultan, relevant de la daïra de Balloul s'est réveillée ce vendredi dans l'émoi. Le dénommé, M. Mimoun, âgé de 29 ans a été retrouvé mort, pendu à l'aide d'une corde dans le domicile familial.

D'après les premiers éléments de l'enquête, la thèse du suicide a été retenue du fait qu'on raconte que la victime était un déséquilibré mental.

A signaler que plusieurs cas de suicide ont été enregistrés dans la wilaya da Saïda depuis le début de l'année et les chiffres démontrent que le suicide chez les hommes est plus élevé que chez les femmes. En effet, le bilan indique que les femmes utilisent surtout les produits médicamenteux, alors que les hommes ont recours à des moyens plus virulents dont la pendaison. Avec le temps, ce drame survenu vendredi va être oublié en attendant de se retrouver devant un drame similaire.

M. B. A.

MASCARA

Huit cas de blue tongue

Dès son apparition dans les wilayas voisines de Tيارت et Saïda, des dispositions avaient été prises au niveau de la wilaya de Mascara notamment au niveau des localités limitrophes avec les wilayas sus-citées depuis le mois de mai. Cela se généralisera plus tard, selon les services de la DSA, sur l'ensemble du territoire de la wilaya avec la coordination des services vétérinaires et de l'inspection de l'environnement. Les éleveurs sont sans cesse alertés par leurs collègues soupçonnant l'apparition de la blue tongue. Nous apprenons qu'au 17 septembre dix cas ont été confirmés et deux bêtes seraient mortes en attendant les résultats d'autres analyses qui seront transmis par le laboratoire régional de Tlemcen. En terme de désinsectisation, ce sont 635 hectares de terre qui ont été traités afin d'éradiquer les moustiques qui véhiculent le germe.

M. Meddeber

Timixi en liesse

Timixi et les environs de Qued El Abtal dans la wilaya de Mascara ont renoué avec la tradition. Privés de son Sidi El Mehdi, Sidi Amar Belkheir et Sidi Abdelkader Benasla. Ce sont donc 507 familles qui ont retrouvé d'une part leurs terres désertées durant de longues années et d'autre part leurs us et coutumes.

Cela a été possible grâce à de nombreuses opérations engagées en terme de développement et inhérentes à l'électrification rurale, réhabilitation des écoles, des structures sanitaires et construction de ponts. Ce sont également 500 aides à l'habitat rural, qui ont été attribuées aux citoyens qui avaient émis le souhait de retourner sur leurs terres.

M. M.

SIDI-BEL-ABBES

En prévision du mois
de Ramadhan, des familles
sacrifient un mouton

C'est devenu presque un rituel pour certaines familles de Sidi-Bel-Abbès de sacrifier un mouton avant le début du mois de Ramadhan. Il y a quelques jours, ces familles achetèrent un ovine en prévision du mois de jeûne, qui, il faut l'avouer, est synonyme de frais et de ripailles pour tous. Pour certaines, acheter un mouton est une sorte d'économie sur le budget réservé à ce mois. Acheter un mouton d'une vingtaine de kilogrammes pour un montant oscillant entre 9500 et 11000 DA va permettre à celles-ci de manger de la viande durant les 30 jours du mois de Ramadhan.

Tout compte fait, si une famille peu nombreuse se permet une ration de 500 g de viande rouge par jour pour préparer différents mets incontournables durant le mois de Ramadhan, ce qui reviendrait (si la viande était achetée) chez le boucher aux alentours de 340 DA/jour et 11200 DA par mois, alors qu'en égorgeant un mouton, le kg reviendrait beaucoup moins cher, c'est dans cet objectif que beaucoup de familles optent pour cette solution pour consommer leur budget qui a été déjà mis à rude épreuve par la rentrée scolaire.

Par contre, d'autres familles sacrifient un mouton et si elles sont nombreuses, même deux pour les plus aisées tout simplement pour avoir en abondance la viande sur la meïda du mois de Ramadhan. Aussi, a-t-on pris pour habitude d'entendre derrière les portes de nombreuses demeures de Sidi-Bel-Abbès, des moutons bêler à quelques jours du mois de Ramadhan. Quant aux autres, celles qui ne pourront recourir au sacrifice, elles feront les frais du boucher sans oublier la mercuriale, qui attend le début du mois sacré pour faire envoler les prix sachant que le pauvre consommateur n'aura pas le choix. Les petites bourses et les plus démunis ont renoncé à ce luxe réservé aux autres sauf si meïdat Ramadhan qui revient chaque année le leur offre.

PLUS DE DEUX MILLIARDS
POUR LES ŒUVRES SOCIALES

L'Algérienne des eaux

saisit la justice

De sources biens informées, nous avons appris que l'Algérienne des eaux de Sidi-Bel-Abbès a saisi le tribunal de Sidi-Bel-Abbès pour demander au gestionnaire des œuvres sociales de ladite entreprise le bilan de toutes les opérations financières effectuées sur le montant déposé en 1992. Il convient de rappeler que ce gestionnaire des œuvres sociales est aussi le président du comité de participation dont le mandat est arrivé à expiration, il y a quelque temps. Situation qui impose la remise à l'entreprise de l'Algérienne des eaux, du bilan de toutes les opérations financières effectuées sur les fonds d'un montant de deux milliards 400 millions de centimes qui ont été mis à la disposition des œuvres sociales en 1992.

Mais en l'absence du responsable des œuvres sociales, à savoir le gestionnaire qui, depuis l'expiration de son mandat, se trouve en congé de maladie, l'Algérienne des eaux s'est vu contrainte de se tourner vers la justice pour avoir le bilan des opérations effectuées sur le montant en question. Nous avons tenté de joindre l'Algérienne des eaux pour avoir de plus amples renseignements, celle-ci s'est confinée dans une réponse quelque peu évasive pour nous dire que le dossier relatif à cette affaire se trouve au niveau du tribunal de Sidi-Bel-Abbès.

SECTEUR SANITAIRE

Les travailleurs s'insurgent
contre la mutation
de leur directeur

Les travailleurs du secteur sanitaire de Sidi-Bel-Abbès par le biais de leurs représentants ont manifesté leur vive réprobation suite à la décision de mutation du ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière notifiée à M. Benali Bouhadja, directeur qui devra rejoindre son poste prochainement dans la wilaya de Béchar pour assurer les mêmes fonctions. Si administrativement, cette mutation est une promotion, puisque M. Benali passe de la catégorie B à la catégorie A dans le corps des directeurs de la santé, elle est cependant, perçue par les travailleurs comme une sanction disciplinaire visant à discréditer un bon gestionnaire pour qui, je cite "toutes les inspections précédemment menées par le MSPRH dans les contrôles de sa gestion se sont toujours soldées positivement".

Il est de notre devoir, rappellent les sections syndicales, d'apporter les preuves que ce directeur a su diriger notre secteur à sa renommée après de bons et loyaux services légitimés par le sens du devoir, de l'abnégation et de la bonne volonté qui ont servi de surcroît et en priorité à l'amélioration sensible des conditions de prise en charge des malades dans le but de leur offrir le bien-être et de ce fait, nous portons notre soutien à ce directeur, soulignons dans la correspondance adressée à M. le ministre de la Santé. D'un autre côté, les sections syndicales qui ne comptent pas abdiquer devant cette mutation ont introduit une demande d'audience auprès de M. le wali pour lui demander d'intercéder auprès de Monsieur le ministre pour le maintien de M. Benali Bouhadja aux rênes du secteur sanitaire de Sidi-Bel-Abbès.

A noter aussi qu'un comité de solidarité intersyndicale s'est improvisé aussitôt après l'annonce de la mutation de M. Benali pour exiger son maintien dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Enfin, signalons qu'une vive polémique s'est installée suscitant des réactions de quelque cinq sections syndicales (UGTA, SNAPAP, chirurgiens-dentistes, praticiens de santé publique et praticiens spécialistes et Conseil médical du secteur sanitaire de Sidi-Bel-Abbès, en faveur du directeur muté, alors que les représentants du SNMG/SP minoritaires d'après nos sources, se sont démarqués de la mobilisation de leur confrère.

A. M.

TLEMCCEN EN BREF

SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR

De nouvelles structures pédagogiques

Le secteur de l'enseignement supérieur de la wilaya de Tlemcen vient d'être renforcé par quatre structures universitaires. Il s'agit, d'une annexe universitaire d'une capacité de 1000 étudiants ainsi qu'une résidence universitaire de 500 lits dans la daïra de Maghnia. De même qu'une autre cité universitaire de 1000 lits à Mansourah et un amphithéâtre de 600 chaises au niveau de la faculté de médecine du chef-lieu.

REMCHI

Rentrée scolaire : 50 millions de centimes
au profit des enfants nécessiteux

Dans le cadre de solidarité avec les élèves des familles démunies, une somme de 50 millions de centimes a été destinée à l'acquisition des œuvres scolaires au profit de cette frange sociale ainsi qu'une autre enveloppe budgétaire de 225 millions de centimes a été débloquée pour la restauration et la maintenance des structures scolaires de la daïra.

MARSAT BEN M'HIDI

3,5 milliards de centimes
pour la réfection du réseau routier

Dans le cadre du programme complémentaire de l'année 2006, la daïra de Marsat Ben M'hidi vient de bénéficier de deux projets de grande envergure. Deux milliards de centimes ont été affectés pour l'entretien de l'axe reliant Marsat Ben M'hidi à Aïn-Aâdjroud d'une distance de 10 km. 1,5 milliard de centimes a été alloué pour la rénovation de la route reliant M'sirda à Marsat Ben M'hidi. Ces deux projets viennent d'alléger la pression de la circulation routière notamment par les jours de week-end.

RAMADHAN 2006

700 millions de centimes au profit
de 23 000 familles

En prévision du mois de Ramadhan, la Direction de l'action sociale (DAS) a recensé 230 00 familles défavorisées, concernées par le couffin du Ramadhan. A ce titre, une enveloppe estimée à 700 millions de centimes a été débloquée pour venir en aide à cette frange de la population. Pour les deux centres du chef-lieu et de Maghnia, une enveloppe de 650 millions de centimes a été affectée pour la prise en charge des personnes en difficulté. Le nombre de nécessiteux concernés par cette aide paraît dérisoire, eu égard au nombre élevé des chômeurs, des SDF, des mendicants qui assiègent la ville depuis ces dernières années. Pour rappel, l'année précédente, seules 25 000 personnes ont bénéficié de cette aide parmi les 40 000 qui ont sollicité l'aide. A cet effet, 30 000 couffins ont été remis à leurs bénéficiaires et 7 restaurants ont été ouverts pour accueillir les passagers et SDF.

B. Fazia